

Les Etats-Unis au beau fixe, la France et la zone euro déviennent.

Et ça continue encore et encore, ce n'est que le début, d'accord, d'accord. Ces quelques mots tirés d'une vieille chanson de Francis Cabrel illustrent parfaitement le différentiel économique qui s'est installé depuis quelques mois entre les Etats-Unis d'un côté, la zone euro et la France de l'autre.

En effet, plus les mois passent, plus l'économie américaine surprend par son dynamisme, mais plus celles de la zone euro et de la France s'engoncent dans la langueur.

Ainsi, après avoir déjà fortement augmenté depuis la fin 2016, l'indice du *Conference Board* de confiance des consommateurs américains a encore fortement progressé en septembre. Avec un niveau de 138,4, il atteint un sommet depuis septembre 2000 et n'est plus qu'à 6,3 points de son plafond absolu de mai 2000.

L'indice de confiance des ménages américains flambe encore et se hisse à un sommet depuis septembre 2000.



Sources : BEA, Conference Board, ACDEFI

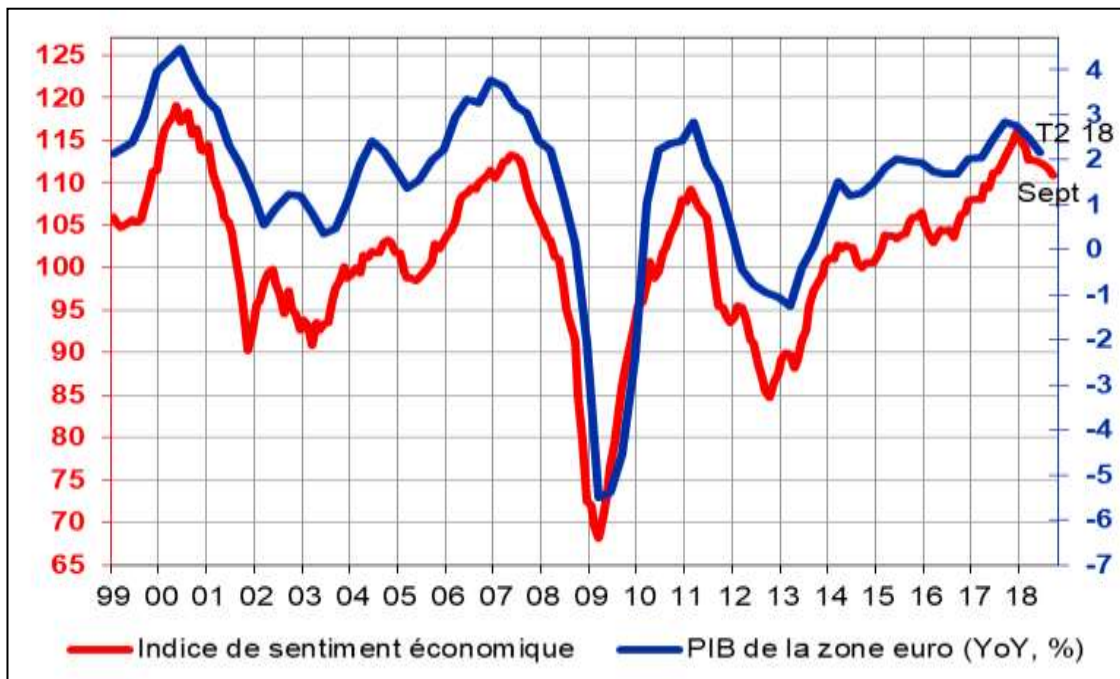
Dans ce cadre, alors que son rythme annualisé de 4,2 % a été confirmé pour le deuxième trimestre 2018, la croissance américaine devrait rééditer sans difficulté cette performance jusqu'à la fin 2018.

Bien loin de cette vigueur, l'économie de la zone euro continue de souffrir. Comme en témoigne l'évolution de ses derniers indicateurs avancés.

Ainsi, après les indices Sentix, ZEW et Markit, ceux d'Eurostat ont encore enfoncé le clou. Et pour cause : en septembre, l'indice de sentiment économique a perdu 0,7 point, ce qui porte à 5,1 points sa dégringolade depuis le début 2018, du jamais vu depuis le printemps-été 2012.

Avec un niveau de 110,9, cet indicateur avancé de la croissance eurolandaise atteint désormais un plus bas depuis mai 2017 et montre que le glissement annuel du PIB de la zone euro pourrait tomber sous 1,5 % d'ici la fin 2018.

Zone euro : Vers une croissance inférieure à 1,5 % d'ici la fin 2018.



Sources : Eurostat, ACDEFI

Même en Allemagne, les sourires ont disparu. Ainsi, après un rebond technique en août, l'indice IFO est reparti à la baisse dès septembre, prolongeant la tendance initiée depuis le début 2018.

La croissance allemande ne fera pas de miracle.



Sources : Destatis, IFO, ACDEFI

La situation est encore plus inquiétante en France, où, après avoir déjà fortement baissé depuis le début d'année, l'indice INSEE du climat des affaires a quasiment stagné en septembre. Avec un niveau de 105,6, il accuse une chute de 5,8 points depuis décembre 2017 et montre que le glissement annuel du PIB français tombera vers 1,5 % dès le troisième trimestre 2018.

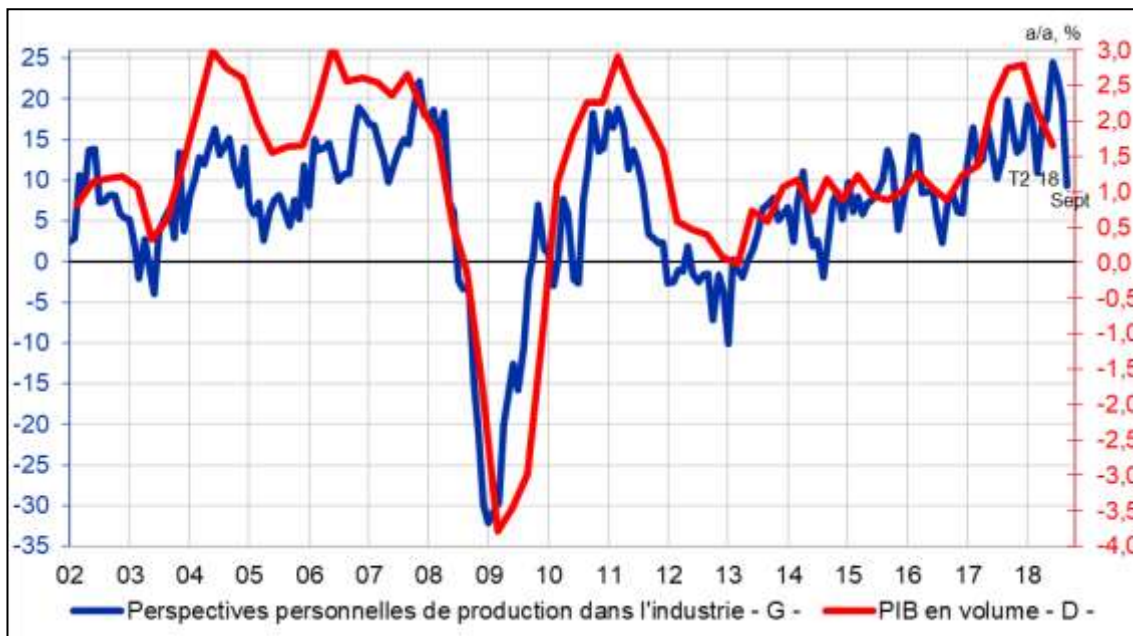
L'indice INSEE du climat des affaires confirme le prolongement du ralentissement de la croissance.



Sources : INSEE, ACDEFI

Et ce d'autant que l'enquête INSEE dans l'industrie de septembre a été très mauvaise : l'indice du climat des affaires a perdu 2,6 points et l'indice des perspectives personnelles de production (le mieux corrélé avec le glissement annuel du PIB) s'est effondré de 10,2 points en un mois et de 15,1 points en trois mois.

L'indice INSEE des perspectives personnelles de production dans l'industrie s'effondre dangereusement.

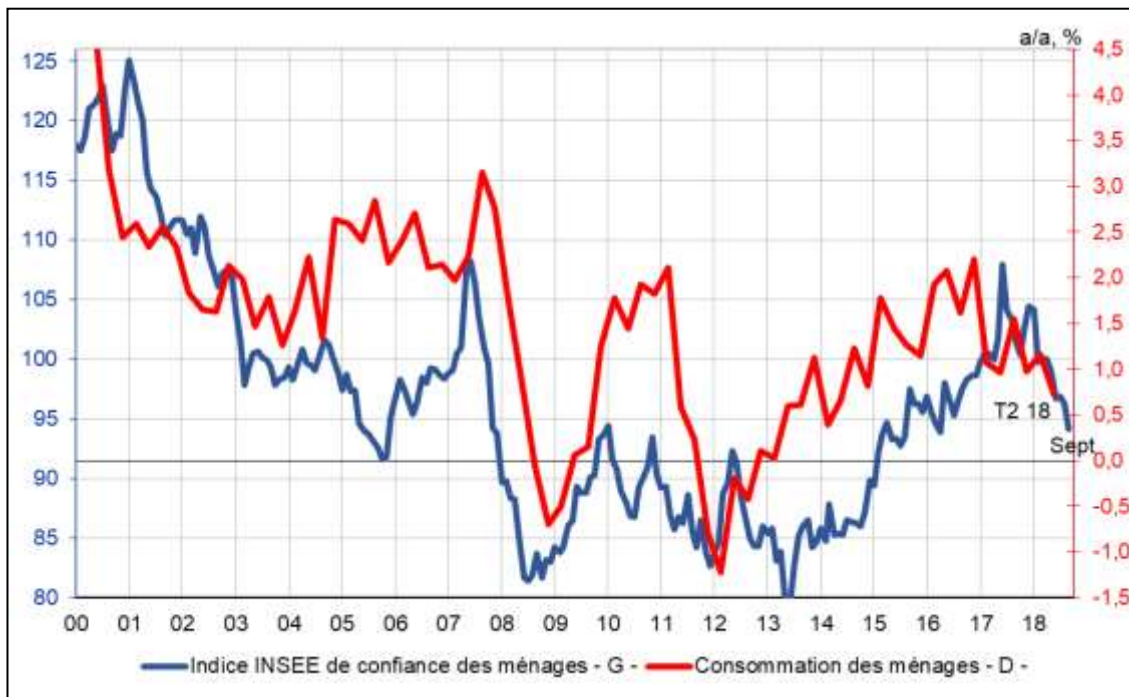


Sources : INSEE, ACDEFI

Comme le montre le graphique ci-avant, il atteint désormais un plus bas depuis décembre 2016 et indique que le glissement annuel du PIB français pourrait prochainement tomber vers 1 %.

Mais il y a malheureusement pire. En effet, après déjà treize mois de baisse quasiment ininterrompue, l'indice INSEE de confiance des ménages a encore perdu 2,1 points sur le seul mois de septembre. Avec un niveau de 94,16, il tombe à un plus bas depuis avril 2016.

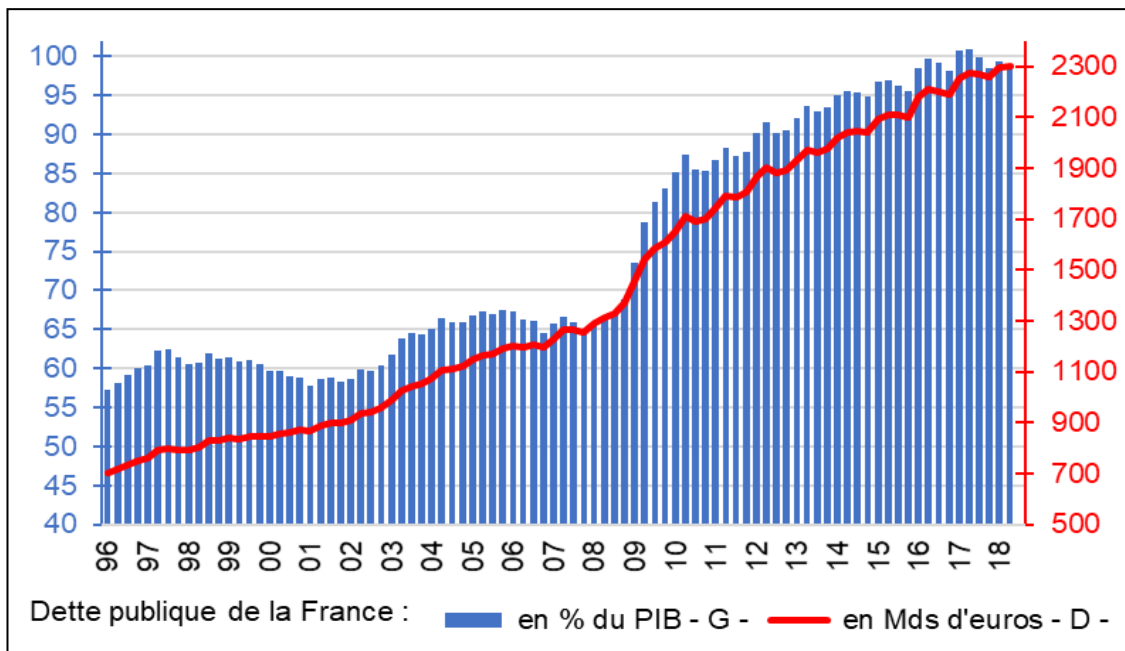
L'indice INSEE de confiance des ménages français au plus bas depuis avril 2016.



Sources : INSEE, ACDEFI

Et, comme le montre le graphique ci-dessus, cette triste évolution confirme que la consommation des ménages va encore souffrir au cours des prochains trimestres.

Nouveau sommet pour la dette publique française.



Sources : INSEE, ACDEFI

Pour ne rien arranger, l'INSEE a complètement révisé ses statistiques de dette publique. Si bien que cette dernière a bien dépassé les 100 % du PIB dès le deuxième trimestre 2017. C'est tellement pratique d'annoncer les vrais chiffres plus d'un an après, cela permet d'éviter de réagir à chaud et d'alerter les Français sur la réalité des comptes publics nationaux.

Mais ne nous leurrions pas, les Français, du moins certains d'entre eux, ne sont pas complètement dupes. D'ailleurs, même si depuis un an, en vertu d'une augmentation du PIB légèrement supérieure à celle de la dette, ce ratio a reculé, il est encore de 99 % au deuxième trimestre 2018. En attendant de retrouver la barre des 100 % au cours des prochains trimestres. Mais ça aussi, on ne le saura que dans un an...

En attendant, il est toujours possible de souligner qu'en monnaie sonnante et trébuchante, la dette publique française a atteint un nouveau sommet historique de 2 299,8 milliards d'euros au deuxième trimestre 2018.

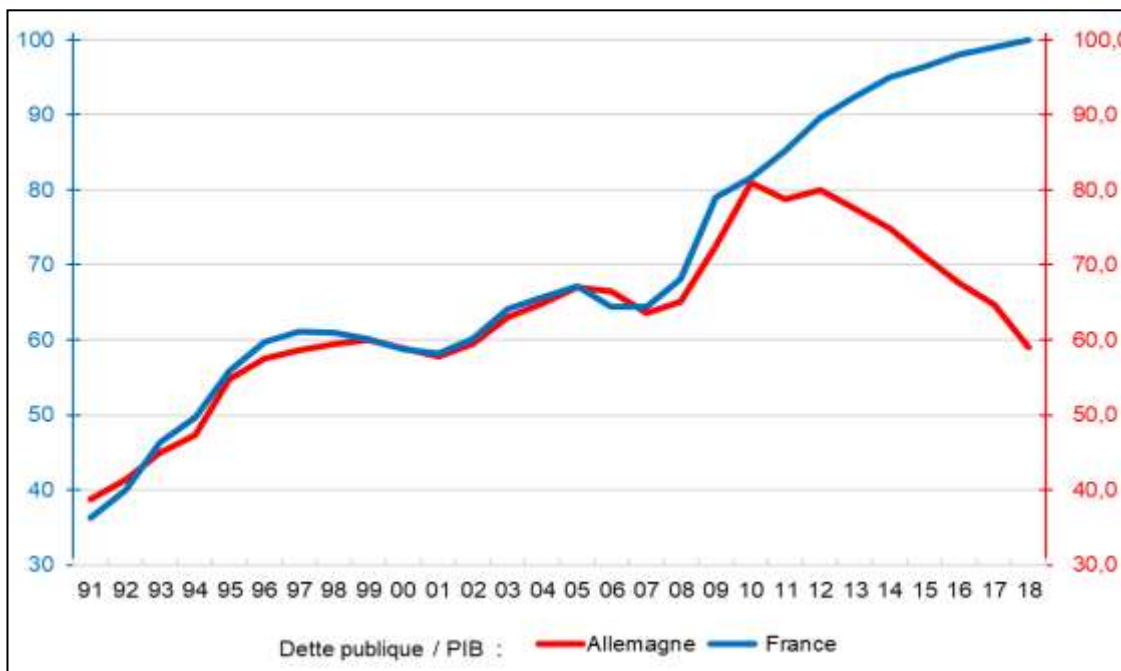
Faut-il rappeler qu'en 1996, cette même dette publique française était de 702 milliards d'euros et ne représentait « que » 57 % du PIB ?! A l'époque, la nécessité de réformer en profondeur la dépense publique hexagonale était déjà indispensable.

Et pourtant, depuis, rien n'a changé, si ce n'est le niveau stratosphérique de la dette publique, mais aussi le niveau minimaliste de la croissance du PIB. Que de gâchis et de temps perdu...

D'ailleurs, à titre de comparaison, il faut souligner que depuis bientôt dix ans, l'évolution de la dette publique allemande a été complètement divergente de celle de la France.

Mieux, ou plutôt pire (du moins pour nous), au cours des six dernières années, la dette publique allemande a nettement baissé, passant d'un plafond de 81 % du PIB en 2010 à environ 59 % en 2018.

Pendant que la dette publique de la France dépasse les 100 % du PIB, celle de l'Allemagne passe sous les 60 %.



Sources : Destatis, INSEE, Prévisions ACDEFI

Autrement dit, quand on veut, on peut. Le seul problème est qu'en France, et notamment au sommet de l'Etat, on ne veut pas.

D'où une augmentation également dramatique de la pression fiscale et un affaiblissement chronique de la croissance structurelle...

Comme dirait la sagesse populaire : « On n'a que ce qu'on mérite ».

Marc Touati